

BULLETIN D'INFORMATION SUR LA POPULATION DE MADAGASCAR



Numéro 51 – Juillet-Août 2009

De la participation politique formelle et informelle au Bénin et à Madagascar

Pour mieux analyser et mieux comprendre l'évolution des processus politiques (gouvernance, transitions démocratiques, réformes politiques et économiques), l'Afrique est dotée depuis 1999 d'un Afrobaromètre. L'Afrobaromètre conduit des enquêtes nationales, comparatives. Il couvre aujourd'hui 20 pays d'Afrique sub-saharienne à travers un réseau d'instituts de statistiques et de centres de recherche. En février 2009, a été organisée la deuxième édition de l'Ecole du réseau Afrobaromètre. Vingt-sept étudiants provenant des universités et centres de recherche régionaux, des organisations non-gouvernementales, et des agences d'aide au développement ont été réunis pour une formation à l'analyse des données de l'Afrobaromètre. Au terme de leur stage, les étudiants ont rédigé des documents présentant les résultats de leur analyse. Dans ce numéro 51 du Bulletin d'information sur la Population, nous avons choisi de vous faire un très bref résumé du travail réalisé par conjointement par deux participants, l'un malgache, l'autre togolais, sur les déterminants de la participation de la population aux processus politiques à Madagascar et au Bénin.

Participation politique formelle et informelle en Afrique

Dans la plupart des études empiriques, la participation des populations à « la politique » est le plus souvent analysée uniquement à travers la participation aux élections, aux discussions avec les dirigeants nationaux ou les représentants du gouvernement au niveau local. Cependant, dans le contexte africain, la participation à la politique (au sens de l'organisation de la société) passe aussi souvent par des formes de pouvoir traditionnelles. Le poids des chefs traditionnels et des réunions communautaires est encore relativement important dans les modes de gestion et de décision de la société.

Les données d'Afrobaromètre permettent par exemple de savoir que respectivement 27% de la population au Bénin ont fait appel à un chef traditionnel régler un problème (lié à la collectivité) et 65% ont participé à une réunion commu-

nautaire au cours de l'année 2008. La proportion est respectivement autour de 29% et 68% au Ghana, 26% et 67% au Sénégal. Ce recours à des chefs traditionnels et la participation à des réunions publiques sont des formes de participation politique au niveau local qui restent peu prise en compte dans les études empiriques relatives à l'Afrique.

On peut alors introduire la notion de participation politique informelle qui couvrirait la participation à des réunions communautaires, le recours avec des dirigeants traditionnels, religieux ou d'autres personnes influentes au niveau local.

Les déterminants de cette participation politique informelle, ainsi que sa relation éventuelle à la participation politique formelle restent à analyser. Ceux qui recourent à des modes de gestions politiques informelles sont-ils les mêmes que ceux qui recourent à celles dite formelles ? Dans

quelles conditions, les individus adoptent-ils la participation politique formelle et/ou informelle ? Cette participation politique informelle est-elle liée aux caractéristiques socio-économiques des individus ou du ménage ? En effet, il a été souvent avancé que le niveau d'éducation ou le niveau de vie influence positivement la démocratie, l'attitude démocratique mais aussi la participation politique formelle, notamment la participation aux élections. Les pauvres et les moins éduqués y participent moins. Qu'en est-il de la politique informelle ?

Afrobaromètre fournit une grande quantité de données, dont des données qui vont nous permettre d'apporter quelques premiers éléments de réponse à certaines de ces questions.

Les données d'Afrobaromètre

Afrobaromètre met à notre disposition une série d'enquêtes nationales comparatives menées dans une vingtaine de pays africains. Elles visent à récolter l'opinion de la population sur la qualité de la démocratie et la gouvernance, sur les différentes orientations politiques et sur la participation politique. L'échantillon est représentatif au niveau national et stratifié par zone rurale et urbaine. L'unité d'observation est l'individu et l'échantillon est composé de la population adulte de 18 ans et plus. Pour notre travail, nous avons mobilisé les données de l'Afrobaromètre pour l'année 2008 et nous avons choisi de travailler sur deux pays : la république du Bénin et Madagascar.

Les enquêtes d'Afrobaromètre nous permettent de savoir quels sont les individus - et leurs caractéristiques socio-économiques - qui ont participé à des réunions communautaires ou qui se sont adressés à des autorités traditionnelles ou religieuses à propos d'un problème communautaire. Elles saisissent aussi des informations relatives à la vie politique formelle : elles interrogent les individus sur leur participation aux dernières élections (régionales à Madagascar, nationales au Bénin).

Qui participe à quoi ?

Une simple analyse descriptive des données permet déjà de voir que la participation politique des populations n'est pas tout à fait la même au Bénin et sur la Grande Ile.

Tout d'abord, la population malgache semble participer plus fréquemment que la population

bénoïse à des réunions communautaires : 91% des enquêtés à Madagascar ont déclaré y avoir participé au moins une fois au cours de l'année, contre 65% des enquêtés béninois. La réunion communautaire semble être formalisée et généralisée à Madagascar quand il s'agit de gérer des problèmes qui se posent à une échelle locale. En effet, il existe encore une organisation solide au niveau des « fokontany », c'est-à-dire des villages.

A l'inverse, les béninois ont plus fréquemment recours aux représentants politiques formels : 23% ont eu un contact avec un représentant au cours de l'année contre seulement 7% à Madagascar. De même la participation aux élections est plus importante au Bénin qu'à Madagascar. D'ailleurs, 42% de la population malgache enquêtée déclare ne pas être intéressée par les « affaires publiques » contre seulement 31% au Bénin.

Niveau d'éducation et niveau de vie : quelles influences sur la participation à la vie politique ?

Les résultats préliminaires montrent que, comme on pouvait s'y attendre, les populations les pauvres et les moins éduqués ont plus fréquemment recours aux institutions politiques informelles que les autres...au Bénin et uniquement au Bénin. A Madagascar, le constat est différent.

Population réunie devant la mairie d'une commune rurale à Madagascar pour participer à une réunion publique (2005)



Photo : JP Rolland, 2005

A Madagascar, ce sont les populations les plus éduquées qui ont le plus fréquemment recours à un chef traditionnel ; ce sont celles aussi qui sont les plus enclines à participer aux réunions communautaires. De même, l'hypothèse de relation (négative) entre le niveau de vie et la participation politique informelle semble être infirmée dans le cas de Madagascar. La pauvreté ne détermine aucune forme de participation politique informelle au niveau local.

Cependant, on peut souligner que plus les individus sont insatisfaits de la démocratie au niveau national, moins ils accordent leur confiance aux représentants de l'autorité (maire par exemple) dans leur commune, et plus ils sont susceptibles de se retourner vers les autorités traditionnelles pour gérer les problèmes inhérents à la vie communautaire.

Pour résumer : il semble que les plus pauvres participent plus souvent que les autres à la vie politique « informelle », locale au Bénin tandis qu'à Madagascar, le niveau de vie ne semble pas avoir d'impact sur cette forme de participation politique, contrairement au niveau d'éducation. Sur la Grande Ile, ce sont surtout les plus éduqués qui participent aux réunions communautaires et qui ont recours aux chefs traditionnels. Cette participation politique informelle des populations éduquées malgaches apparaît comme une forme de compensation face à l'insatisfaction de l'offre politique dite formelle, souvent perçue comme inefficace.

Participation politique informelle versus formelle

Quels sont les liens entre la participation à la vie politique informelle et la vie politique formelle ? Les individus actifs dans les assemblées communautaires ou auprès des autorités traditionnelles s'investissent-ils aussi dans la vie politique formelle ?

A quoi tient l'engagement d'un individu dans l'une et l'autre sphère politique : à ses caractéristiques individuelles, à son degré de confiance envers les institutions politiques, ou à la gouvernance des autorités locales ?

De l'analyse des données d'Afrobaromètre, on peut conclure tout d'abord qu'au Bénin, la pauvreté diminue significativement la probabilité de

participer exclusivement à la vie politique formelle. Ceux qui ont recours aux représentants du gouvernement (maires, députés, etc.) sont aussi ceux qui déjà participent à la politique locale. Ceux qui ont exclusivement une activité politique dans la sphère formelle sont les plus aisés économiquement.

Ensuite, pour Madagascar, le niveau d'éducation est de nouveau le déterminant significatif de la participation politique informelle et formelle. Plus un individu est éduqué, plus il est susceptible de contacter à la fois les dirigeants informels et les représentants politiques formels.

L'isolement de certains villages africains en zone rurale explique une partie de la « distance » entre la population et la vie politique formelle.

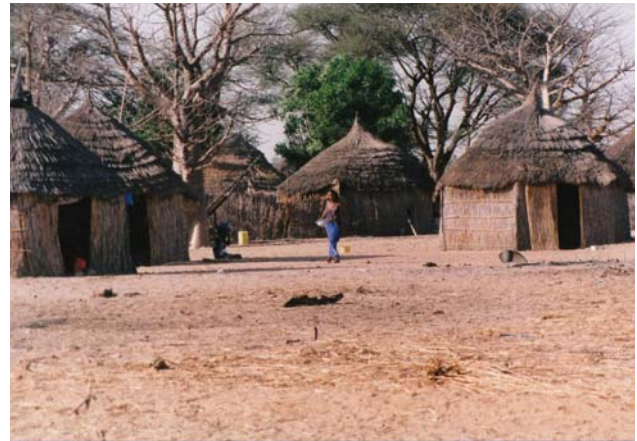


Photo : JP Rolland, 2003

Enfin, la perception de la population de l'attitude des autorités au niveau local détermine significativement la participation politique informelle et formelle autant pour le Bénin que pour Madagascar. En effet, moins les individus se sentent proches, écoutés par les représentants de l'autorité gouvernemental dans leur commune (maire, conseiller), moins ils ont tendance à le contacter et plus ils recourent à une participation politique informelle ou à ne recourir à aucune forme de participation politique.

Conclusion

La question de la participation de la population toutes catégories socio-économiques confondues, à la vie politique est fondamentale en Afrique comme ailleurs.

Les données d'Afro-baromètre permettent de confirmer que la question est complexe : la vie politique ne se limite pas aux élections formelles et une grande partie de la gestion de la vie collective se fait d'abord dans des institutions et avec des autorités traditionnelles. Toutes les populations (selon leur niveau de vie ou leur niveau d'éducation) n'ont pas le même degré d'investissement dans la « politique » en générale et ne s'investissent pas dans les mêmes institutions.

Les résultats des données de l'Afrobaromètre permettent de montrer aussi qu'aucune généralisation n'est possible : Madagascar et le Bénin se distinguent sur de nombreux points. L'histoire politique, la gouvernance, les institutions politiques varient d'un pays à l'autre et par conséquent la confiance que la population accorde à ses gouvernants et à ses institutions.

Pour conclure, il faut rappeler que les données d'Afrobaromètre sont très riches et de nombreuses autres analyses sont possibles. Toutefois, leur interprétation nécessite une grande connaissance des contextes historiques, sociaux, économiques et culturels dans lesquels les comportements individuels, les choix politiques de chacun s'inscrivent. Seules des références aux « contextes » permettent d'expliquer les différences entre les pays mais aussi à l'intérieur des pays (entre les niveaux de scolarisation, les niveaux de vie, les urbains et les ruraux...).

*A. Ekoutiamé Ahlin, IREEP
Nelly Rakoto-Tiana, DIAL, Univ. Paris XIII*

Pour en savoir plus...

Le texte présenté dans ce numéro 51 du Bulletin d'Information sur la Population est un très bref résumé d'un papier qui a été préparé dans le cadre de la deuxième édition de l'Ecole du réseau Afrobaromètre. Cette école s'est tenue au Bénin, à Cotonou, en Février 2009. Elle a été organisée conjointement par l'Institut de recherche Empirique en Economie Politique (IREEP, Cotonou) et le centre de recherche français DIAL (Paris).

L'intégralité du texte sera prochainement disponible sous forme d'un document de travail d'Afrobaromètre. Vous pourrez vous y reporter pour prendre connaissance de l'ensemble des résultats de cette étude et avoir les détails de la méthodologie employée par les auteurs, méthodologie que nous n'avons pas présentée ici.

Le document de travail sera disponible sur le site d'Afrobaromètre :

www.afrobarometer.org



Sur ce même site, vous pourrez d'ores et déjà avoir une description précise des données d'Afro-baromètre (pays couverts, questionnaires, méthodes, etc.). Le site présente aussi des résultats d'enquête et vous y trouverez plus de 100 documents de travail.

L'ensemble des données sont du domaine public, elles sont donc accessibles à tous.

Les auteurs tiennent à exprimer particulièrement leur gratitude aux professeurs Léonard Wantchékon de New-York University, Jean-Michel Wachsberger et François Roubaud de DIAL pour leur soutien et leurs précieux commentaires. Leurs remerciements vont également à Hervé Akinocho, aux participants à l'Ecole du réseau Afrobaromètre et à toute l'équipe de l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique.

Pour de plus amples informations sur l'Ecole du réseau Afrobaromètre, on peut consulter les sites des institutions organisatrices :

www.ireep.org

www.dial.prd.fr

Quelques Références

- Almond et Verba (1965), "The civic culture: political attitudes and democracy in five nations: an analytical study", Boston, Little Brown.
- Andrianjafy-Andriamanindrisoa (2004), "Economie populaire, territoires et développement à Madagascar : les dimensions historiques, économiques et socioculturelles du fokonolona. Etudes de cas : la commune rurale de Masindray et la commune urbaine d'Anosibe". Université Catholique de Louvain, mimeo
- Bahry D. et Silver B. (1990), "Soviet citizen participation on the eve of democratization", *American Political Science Review*, 8(3) pp.821-847.
- Bourguignon F. et Verdier T. (2000), "Oligarchy, democracy, inequality and growth", *Journal of Development Economics* 62(2), pp.285-313.
- Bratton M. (2006), "Populations pauvres et citoyenneté démocratique en Afrique", *Afrique contemporaine*, n°220.
- Diamond L. (1999) "Developing Democracy: toward consolidation". Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Evans et Rose (2006) "Support for democracy in Malawi: does schooling matter?", *Afrobarometer Working Paper*, n°57.
- Evans et Rose (2007) "Education and support for democracy in Sub-Saharan Africa: testing mechanisms of influence", *Afrobarometer Working Paper*, n°75.
- Krishna A. (2002) "Enhancing political participation in democracies: what is the role of social capital?", *Comparative Political Studies* 35(4), pp.437-460.
- Kuenzi et Lambright (2005) "Who votes in Africa? An examination of electoral turnout in 10 african countries", *Afrobarometer Working Paper*, no.51
- Lim C. (2008) "Social networks and political participation: how do networks matter?", *Social Forces* 87(2), pp.962-982.
- Lipset S.M (1994) "The social requisites of democracy revisited: 1993 Presidential address", *American Sociological Review*, 59(1), pp.1-22.
- Mattes R. (2008) "South Africans' participation in local politics and government", *Critical Perspectives on Southern Africa*, 66/67, pp.117-141.
- McKenzie B. (2004) "Religious social networks, indirect mobilization, and African-American political participation", *Political Research Quarterly*, 57(4), pp.621-632.
- Mutz D. (2002), "The consequences of cross-cutting networks for political participation", *American Journal of Political Science* 46(4), pp.838-855.
- Putman R. (1995), "Bowling alone: America's declining social capital", *The Journal of Democracy*, 6(1), pp.65-78.
- Stasavage D. (2005a), "Democracy and primary school attendance: aggregate and individual level evidence from Africa", *Afrobarometer Working Paper*, n°54.
- Stasavage D. (2005b), "Democracy and education spending in Africa", *American Journal of Political Science*, 49(2), pp.343-358.
- Verba et al. (1995) "Beyond SES: a resource model of political participation", *American Political Science Review*, 89(2), pp.271-294.



Appels à contribution

● Géographie du masculin

La revue *Géographie et cultures* prépare un numéro spécial sur la Géographie du masculin. Ce dossier de *Géographie et cultures* s'interrogera dans un premier temps sur l'histoire de la construction androcentrique de la géographie. Quelle lecture est-il possible de faire dans cette construction du savoir du géographe masculin ? On pourra s'interroger sur la description sexuée des espaces, sur le rapport exotisme/érotisme et pouvoir/sexe en tant qu'ils sont opérateurs de la construction d'un savoir scientifique spécifiquement masculin. Les articles pourront examiner ce que la géographie du masculin peut dire de la sexuaton des espaces. Ils pourront envisager aussi les espaces utopiques où la masculinité se transforme et expérimente d'autres formes de rapports sociaux : des approches européennes ou mondiales marquant des différences sensibles des rapports entre espaces et masculinités seront également appréciées si elles permettent de relativiser une trop grande ethnocentricité du propos. Ces approches ne sont pas exhaustives et toute proposition pouvant apporter une contribution au rapport entre géographie et masculin seront examinées avec attention.

Les textes d'environ 35000 signes, cartes et figures comprises, doivent être envoyés avant le 1^o novembre à Yves Raibaud, responsable du numéro spécial, y.raibaud@ades.cnrs.fr ainsi qu'à la directrice de la revue, Francine Barthe revue.geographie.cultures@gmail.com

● Masculin féminin : questions pour la géographie

Colloque international les 16, 17 et 18 septembre 2010

Alors que le nombre de publications sur les études de genre ne cesse de croître dans la plupart des disciplines des sciences sociales, il est apparu important de faire le point sur l'apport spécifique qu'elles apportent à la géographie si l'on considère que cette discipline est aujourd'hui une science sociale attachée à penser l'espace des sociétés humaines. L'objectif de ces journées sera de faire apparaître la dimension épistémologique du genre comme outil de questionnement de la science géographique en général, qu'elle s'appréhende par le biais de l'analyse spatiale, de la géographie des pratiques sociales, d'études régionales, d'études culturelles etc. Le dénominateur commun des communications sera de considérer le genre comme un objet géographique, c'est-à-dire un « construit cognitif permettant d'appréhender un phénomène spatial ». Les propositions de communication (résumés de 2000 signes en français et en anglais) accompagné d'un court CV mentionnant l'institution de rattachement, le statut, les publications récentes relatives à la thématique du colloque et une adresse électronique valide doivent être envoyées avant le 15 avril 2010. L'envoi des textes (30 000 signes) se fera avant le 30 août 2010 à k.marius-gnanou@ades.cnrs.fr et y.raibaud@ades.cnrs.fr

www.ades.cnrs.fr/



Se documenter

● Enfance et développement

Le numéro 146 (2009) de la revue *Mondes en développement* vient de paraître. Il porte sur *Enfance et développement*. L'introduction (Ballet J., Bhukuth A., *Penser la société, penser l'enfance dans les pays en développement*) et les 9 articles de la revue sont téléchargeables en intégralité aux deux adresses suivantes :

www.cairn.info

<http://econpapers.repec.org/article/caimeddbu/>

● La fabrique des identités sexuelles

Le numéro 49 de la revue *Autrepart* (IRD Editions – SciencesPo Les presses) a pour thématique *La fabrique des identités sexuelles*. Treize articles sont réunis autour des questions de genre et sexualité, féminité et masculinité, hétérosexualité et homosexualité dans les pays du Sud.

www.pressedesciencespo.fr

● Sale temps pour la Planète

France 5, chaîne de télévision publique française propose une série de documentaire sous le titre « Sale temps pour la Planète ». Le 25 août, a été diffusé un reportage sur la raréfaction des ressources halieutiques, la montée des eaux et la salinisation des terres au Sénégal. Le documentaire évoque aussi les conséquences de ces dégradations de l'environnement sur les conditions de vie des habitants et leur propension à vouloir migrer vers l'Europe. Le reportage est visible sur le site de France 5.

<http://videos.france5.fr/video/iLyROoafMNSD.html>



Congrès International de la Population

Le 26^{ième} Congrès International de la Population se déroulera du 27 septembre au 2 octobre à Marrakech (Maroc). Le programme de ce congrès est maintenant disponible à l'adresse suivante :

<http://www.iussp.org/marrakech2009/indexfr.php>



On parle de Madagascar

● Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar

Aux Editions du CITE (Antananarivo) et Karthala (Paris), vient de paraître un ouvrage sur *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*. Ce livre regroupe les contributions de chercheurs de disciplines différentes (géographie, démographie, agronomie).

Résumé

Un fait marquant de ce début de XXI^e siècle est la prise de conscience générale quant aux menaces écologiques et environnementales qui pèsent sur notre planète. Un intérêt croissant se manifeste ainsi pour promouvoir la durabilité des systèmes d'exploitation agricoles et des ressources naturelles. Dans ce contexte, les modes d'appropriation et de gestion de la terre, mais aussi des forêts, deviennent des enjeux économiques, écologiques et sociaux majeurs. La question foncière se trouve ainsi et plus que jamais au centre de l'actualité, en particulier dans les milieux ruraux des pays du Sud. A Madagascar, la faiblesse de l'intensification de l'agriculture confrontée à une forte croissance démo-

graphique rend la question foncière d'autant plus prégnante que les principales régions agricoles connaissent une saturation de leurs ressources en terre. Face à la rareté, la demande de sécurisation foncière de la part des populations rurales devient donc de plus en plus impérieuse et c'est dans ce sens qu'une ambitieuse réforme foncière a été impulsée par les pouvoirs publics en 2005. S'il est trop tôt pour en dresser un bilan, il nous a semblé en revanche que c'était là l'occasion de proposer un état des connaissances de la question foncière à la lueur de l'examen des résultats d'expériences passées et d'une réflexion sur les évolutions en cours. Dans une démarche pluridisciplinaire, en complément des aspects juridiques et historiques, cet ouvrage propose donc une analyse des enjeux fonciers dans le milieu rural malgache.

www.cite.mg
www.karthala.com

● Analyse de la fécondité à Madagascar

Harouna Wassongma, étudiant à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée de Dakar, a été accueilli pendant plusieurs mois à l'Université Catholique de Madagascar pour un stage de fin d'étude. Son mémoire portait sur l'exploitation des enquêtes démographiques et de santé de Madagascar pour l'analyse de la transition de la fécondité. Il est maintenant disponible en intégralité à l'adresse suivante :

http://www.memoireonline.com/08/09/2466/m_Exploitation-des-EDS-de-Madagascar-pour-lanalyse-de-la-transition-de-la-fecondite.html

Sur le même site, on peut d'ailleurs avoir accès à d'autres documents sur Madagascar. On peut par exemple consulter :

- un mémoire de Magister 2 « Le planning familial à Madagascar » soutenu par Laurence Rakotomalala Randrianandraisana
- Un mémoire de maîtrise de géographie « La forêt : Interface entre le divin et l'humain. Forêt Antsahabe - Est / Anjozorobe – Madagascar » soutenu par Sikerina Flore Anna Raseliasoa (Université d'Antananarivo).



Ce numéro a été coordonné par Bénédicte Gastineau (IRD-LPED). Si vous souhaitez envoyer des commentaires sur ce numéro ou des informations pour les numéros suivants, contactez-moi : benedicte.gastineau@ird.fr